Ligue pour la Cinquième Internationale

Bulletin des militants de la LCI en France N° 3 Mars 2010 0.20€

En Grèce comme en France

Trop c'est trop ! Soulevons-nous !

« Trop c'est trop ! Où est allé tout l'argent ? Ne touchez pas nos allocations. Des milliards pour le capitalisme, rien pour les travailleurs – soulevons-nous ! » C'est avec ces slogans que des milliers de travailleurs grecs sont descendus dans la rue le 24 février lors d'une grève générale de 24 heures. A Athènes, les manifestants ont essayé de prendre d'assaut la Bourse : à leur tête une banderole « Les riches doivent payer pour la crise ».

Raison de se révolter

Nos camarades grecs ont mille fois raison de se mobiliser et de se révolter. En effet, la Grèce est le pays le plus touché de la zone Euro. Sa dette publique excède son PIB et dépassera peut-être le 125% à la fin de l'année. Elle pourrait avoir de graves difficultés à rembourser les échéances d'avril et mai, voire elle pourrait ne pas pouvoir le faire.

Les banquiers de toute Europe s'accordent pour dire qu'il faut que la population grecque, qui aurait vécu au delà de ses moyens, doit se serrer la ceinture et couper dans les dépenses sociales. Ces attaques sont des mensonges purs et simples. Le salaire moyen dans le secteur public est de 1200 €, 60% des retraités survivent avec moins de 600 €. Le taux de chômage officiel est de 18% alors que 20% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

Malgré cette situation déjà catastrophique, le gouvernement Papandreou, qui pourtant avait été élu avec la promesse de protéger les plus pauvres de la crise, a annoncé un gel des salaires des fonctionnaires, de réduire de 10% leurs indemnités, de geler les retraites. Il s'est engagé à ramener le déficit budgétaire de 13% à 9% en 2010 et à 2.8% en 2012. Cela ne pourra se faire que avec le démantèlement des services publics (santé, éducation nationale) déjà insuffisants et avec des licenciements massifs.

Résistance en Europe

Le cas grec est loin d'être isolé. En Espagne, les travailleurs se sont mobilisés contre la décision de relever l'âge de départ à la retraite à 67 ans. En Italie, des fermetures d'usines emblématiques, notamment une usine FIAT en Sicile, ont soulevé les travailleurs. Partout en Europe, les classes dirigeantes ont tout d'abord utilisé les caisses des états pour subventionner largement les banques et les compagnies d'assurances ainsi que des pans entiers de l'industrie. Aujourd'hui, les banques, tout comme les entreprises du CAC40 par exemple, font à nouveau des bénéfices. Il s'agit alors de faire payer le frais de la crise aux travailleurs. C'est qui se passe en Grèce est un signe avant-coureur de ce qui pourrait se passer en France, à la fois pour ce qui est des attaques de la bourgeoisie mais aussi de la riposte de la classe ouvrière.

Ainsi, alors que en 2008 l'Etat était prêt à concéder des prêts aux banques pour des centaines de milliards, on recommence à entendre le refrain du trou de la Sécu. Il est sûr que lors du prochain round de négociation sur les retraites, ce sera aux travailleurs de renoncer à leurs acquis, notamment par une augmentation de l'âge de départ. De plus, le gouvernement a laissé filer les déficit (plus de 100 milliards de déficit seulement en 2009). Comme en Grèce, tôt ou tard les banquiers nous diront que cela ne va pas et qu'il faudra réduire les dépenses sociales et se serrer la ceinture. Comme en Grèce il faut se préparer à des attaques dures de la part du patronat et de gouvernement.

Le chemin des luttes

La meilleure façon de s'y préparer est de reprendre des aujourd'hui le chemin de lutte et de préparer dès aujourd'hui une organisation de combat. En effet les luttes ne manquent pas :

(suite de page 1)

• grève de travailleurs de TOTAL contre la fermeture de la raffinerie de Dunkerque, alors que le groupe a fait 8 milliards de profits en 2009 !
• grève des contrôleurs aériens, contre une restructuration qui menace de supprimer des centaines d'emploi
• grève pour l'augmentation des salaires à IKEA
• mouvement contre les suppressions de postes dans les lycées et collèges du 93
• mobilisation à Saint-Nazaire des travailleurs des chantiers

Salariés du public, salariés du privé. Luttes contre le fermeture des sites, contre le licenciements, pour l'augmentation des salaires. Ces luttes touchent les secteurs les plus diverses et portent des revendications fort différentes. Il y a néanmoins deux éléments en commun.

D'abord, elles expriment haut et fort un mécontentement généralisé de la part de la classe ouvrière. Pendant des années, c'était la croissance, on nous avait dit que que les profits d'une année étaient les investissements et ensuite les embauches de demain. Aujourd'hui c'est la crise, il faut se serrer la ceinture. Des millions de travailleurs se sent floués et comprennent que cette crise n'est pas la leur, ce système n'est pas le leur. Ils se méfient du pouvoir en place, ils cherchent une alternative.

Une direction politique

Ensuite, ni les partis qui se réclament de la classe ouvrière ni les syndicats ne font rien pour donner une direction politique à ces luttes. Les partis réformistes attendent simplement que ce mécontentement se matérialise dans un vote à leur faveur lors des élections régionales. Pourtant, ce n'est pas les conseillers régionaux PS, PCF ou PG qui vont nous protéger ni de la crise ni des attaques du gouvernement.

Pire encore, les syndicats ne font rien pour unifier ces mouvements et leur donner des mots d'ordre clairs. Le cas de TOTAL est emblématique. Alors que la grève de toute les raffineries était une réalité et que les syndicats auraient pu négocier à partir d'une position de force, ils se sont contentés de vagues promesses et ils ont lâché les travailleurs de Dunkerque sans aucune garantie sérieuse. Au niveau national, la journée d'action en défense des retraites risque de rééditer les journées d'action sans lendemain de 2009.

Sans tarder, nous devons utiliser chaque lutte partielle pour avancer des mots d'ordre qui amènent à l'extension et à l'approfondissement du conflit. Nous devons exiger que les syndicats mettent en oeuvre cette politique ; toutefois nous ne devons avoir aucune illusion en eux et nous devons être prêts à faire cela sans eux, si nécessaire.

Les capitalistes ont longtemps insisté qu'on vivait à l'heure de la mondialisation. Ils ont envahi la planète de leurs marchandises et de leur exploitation. Ils ont plongé la planète dans une crise globale, à la fois économique et écologique. La meilleur façon d'être solidaires de nos camarades grecs est de faire comme eux,

Qui sommes nous ?

Nous sommes les militants en France de la Ligue pour la Cinquième Internationale, une organisation communiste révolutionnaire. Notre programme « De la résistance à la révolution » et nos positions dans la lutte de classe sont fondés sur les œuvres de Marx, Engels, Lenine et Trotsky, sur les documents révolutionnaires des premiers quatre congrès de la Troisième Internationale et sur le Programme de Transition de la Quatrième Internationale. La Ligue pour la Cinquième Internationale (LCI) ne prétend pas être l'Internationale Révolutionnaire : nous sommes une tendance révolutionnaire internationale formés de groupes qui luttent pour construire une telle internationale. La dernière Internationale révolutionnaire (la Quatrième) s'est effondré dans les années 1948-51. La LCI veut construire Cinquième Internationale et le nouveau parti mondial de la révolution socialiste. Si tu as une conscience de classe, si tu es un militant anticapitaliste, si tu es internationaliste, rejoins-nous !

Chantiers navals de Saint-Nazaire

La lutte pour l'emploi doit s'amplifier

Depuis plusieurs semaines les actions se multiplient aux chantiers navals de Saint-Nazaire qui font travailler 6000 personnes dans la région et qui sont toujours menacés de fermeture malgré la commande récente d'un paquebot. Le chômage à temps partiel va être instauré dans les prochains mois. Les intérimaires ont été renvoyés. Le 3 mars, à l'appel de l'intersyndicale, 4000 travailleurs dont une partie venait d'autres secteurs d'activité comme l'aéronautique ont manifesté pour défendre les emplois. Pour les syndicats il s'agissait de faire pression sur le gouvernement (l'Etat est toujours actionnaire à 30 %) afin qu'il s'engage plus avant dans le soutien au site, certains allant jusqu'à exiger la nationalisation des chantiers.

Mais ce n'est pas de l'Etat ou du gouvernement de Sarkozy qu'il faut attendre un geste, c'est seulement en amplifiant la mobilisation y compris au-delà des seuls chantiers navals que les travailleurs pourront gagner. Il faut organiser une véritable grève du département qui puisse regrouper les salariés du privé et du public soumis aujourd'hui aux mêmes attaques que ce soit en matière d'emplois ou de retraites. Il y a maintenant 7000 chômeurs dans la région de Saint-Nazaire. Il nous faut un véritable plan de lutte :

• assez de journées d'action sans lendemain !
• assez du chômage et de la précarité !
• du travail pour tous !
• occupation de toutes les usines qui ferment ! pas un seul licenciement !
• nationalisation sans indemnité ni rachat de toutes les entreprises qui licencient et sous le contrôle ouvrier

Seul un tel programme défendu lors de chaque mobilisation peut nous permettre d'aller de l'avant et être imposé aux bureaucrates syndicaux par les travailleurs en lutte. Nous n'avons pas à payer cette crise. Ce système n'est pas le nôtre.

(suite de page 4)

• l'arrêt de toute subvention et des allégements de charge aux entreprises
• l'arrêt des subventions pour les écoles privées
• la réquisition des logements vides et leur attribution aux mal-logés
• la mise en place de la gratuité des transports
• l'arrêt de la précarisation des services publics en imposant la titularisation du personnel précaire
• le soutien aux luttes des travailleurs avec tous les moyens à leur disposition (structure, presse, finances)
• une taxation des profits des entreprises et d'impôt sur la fortune
• un programme de travaux publics (logements sociaux, crèches, écoles, hôpitaux) avec des embauches massives

Si ces partis refusent de mettre en place ces mesures, nous devons nous organiser pour mettre en oeuvre nous-même nos revendications.

Le débat sur le voile au sein du NPA

Au sein du NPA, un débat se déroule sur la candidature d'une camarade du Vaucluse qui porte le voile. Dans une résolution, nous expliquons pourquoi nous sommes contre les interdictions des signes religieux pour les militants du NPA. Pour des raisons de place nous ne pouvons pas imprimer ici cette resolution. Nous vous donnons donc rendez-vous pour la lecture de cet article sur

www.cinquiemeinternationale.org

Ligue pour la Cinquième Internationale

Bulletin des militants de la LCI en France N° 3 Mars 2010 0.20€

Elections régionales :
Voter NPA ! Organiser la résistance !

La campagne pour les élections régionales se déroule dans un contexte de mécontentement généralisé contre Sarkozy et son gouvernement, de lutte et de résistance des travailleurs. Ce contexte est renforcé par la résistance des travailleurs grecs contre l'austérité imposée par les gouvernements français et allemand. La tâche des révolutionnaires est d'utiliser cette campagne pour envoyer un message clair aux travailleurs et aux jeunes, ceux qui subissent de plein fouet la crise capitaliste.

Construire le NPA

Construire le NPA comme nouvelle force anticapitaliste est la priorité pour tous ceux qui veulent changer la donne dans la lutte de classe. Il nous faut un NPA large et massif, qui s'implique à fond dans les luttes et ait l'ambition de les diriger vers une lutte d'ensemble et une confrontation contre le système. C'est pour cette raison principale que nous soutenons le NPA, nous construisons ce parti et nous appelons à voter pour lui.
Certes, la campagne du NPA n'est pas à la hauteur des enjeux. Pendant des longs mois, le parti a été paralysé par le débat sur les régionales au risque de négliger l'intervention dans la lutte de classe et en particulier l'organisation d'un mouvement national contre les licenciements et les fermetures d'usines. Le matériel de propagande du NPA contient des analyses et revendications justes sans pour autant trancher le débat de fond sur la nature des institutions de l'Etat bourgeois, notamment les conseils régionaux.

Régions et Etat bourgeois

Peut-on vraiment améliorer durablement le quotidien des travailleurs à partir d'une politique régionale au sein des instances existantes ? Nous croyons que non. De même, les alternatives proposées pour une rupture démocratique (conseils participatifs pour la gestion des services publics, référendums) sont totalement insuffisantes. Néanmoins, nous pensons que le débat de clarification et la lutte contre les tendances électoralistes et réformistes doit continuer au sein du NPA, en particulier dans le cadre de son deuxième congrès. Malgré ces limites, un vote important pour le NPA peut permettre de relancer le processus de construction, améliorer l'implantation du NPA dans les entreprises et les quartiers populaires et surtout redonner le moral à la classe ouvrière en lui donnant une perspective.

Organiser la résistance

Un vote massif pour le NPA est ce que nous souhaitons. Mais notre message le plus important doit être le suivant : organiser la résistance, soutenir les travailleurs en lutte, préparer les luttes à venir. Même si la droite sera battue, ce que nous souhaitons, elle garde l'essentiel du pouvoir. Au lendemain des élections, les attaques vont s'accélérer, que ce soit au niveau de retraites, de démantèlement des services publics, de répression de nos camarades immigrés, des licenciements et fermetures de sites. Ce n'est pas des conseils régionaux PS ou Front de Gauche qui vont nous protéger de tout cela. Les seuls à pouvoir organiser une résistance massive et repousser les attaques ce sont les travailleurs et les jeunes, mobilisés autour d'un programme d'action clair et organisés sur des bases démocratiques.

Que faire pour le deuxième tour ?

Là où le NPA ne sera pas présent, nous appelons à un vote pour le PS ou le Front de Gauche. Nous n'avons aucune illusion dans ces partis réformistes. Néanmoins, des millions de travailleurs continueront de leur faire confiance et de voter pour eux pour battre la droite. La meilleure manière de convaincre ces travailleurs que ces partis ne représentent pas une alternative à la droite est de les mettre encore une fois à la preuve du pouvoir. Nous devons exiger de ces partis :

(suite en page 3)